



TENDANCES ÉCONOMIQUES N°55

1,5% en 2018 et 1,6% en 2019, la croissance économique se consolide en Wallonie

Le ralentissement du commerce international et la normalisation de la croissance en Zone euro pèsent sur les perspectives de débouchés extérieurs de la Wallonie. Toutefois, la consommation semble en mesure de soutenir davantage l'activité économique, dans un contexte de regain de pouvoir d'achat et de confiance favorable. Les investissements des entreprises progresseraient encore, mais à un rythme plus modeste que précédemment.

D'après notre scénario prévisionnel, le PIB wallon progresserait de +1,5% en 2018 et de +1,6% en 2019, en ligne avec le profil de croissance attendu pour la Belgique. En 2017, selon nos estimations, le PIB wallon avait déjà progressé de +1,6% (contre +1,7% en Belgique), soit un rythme décevant par rapport à la moyenne de la Zone euro (+2,4%).

Redémarrage tant attendu de la consommation en Wallonie

Après un premier trimestre 2018 à nouveau plutôt morose, un net redressement de l'activité économique a été enregistré au deuxième trimestre, selon les indices de production industrielle et l'évolution des chiffres d'affaires.

Depuis le début de 2018, la Wallonie aurait bénéficié d'une contribution positive du commerce extérieur, largement soutenue par l'industrie pharmaceutique, tandis que le climat conjoncturel et les conditions financières demeuraient propices à l'investissement des entreprises. Par contre, la consommation des ménages semble avoir été décevante, en dépit du dynamisme de l'emploi et d'une nouvelle baisse de la pression fiscale. La consommation privée a vraisemblablement encore subi le contrecoup de dépenses exceptionnelles opérées précédemment et le haut degré de confiance des consommateurs s'est quelque peu altéré. Les ménages auraient donc plutôt profité de l'amélioration de leur situation financière pour reconstituer partiellement leur épargne, mise sous pression ces dernières années.

Plus en phase avec l'augmentation sensible du revenu disponible, la consommation devrait se redresser à l'avenir. Le revenu reste soutenu par la progression de l'emploi, bien que la remontée progressive du temps de travail moyen modère le contenu de la croissance économique en emploi. La croissance de l'emploi serait ainsi de +1,1% en 2018 et +0,9% en 2019 (contre +1,4% en 2017). Ensuite, les salaires moyens se relèvent à présent plus nettement dans un contexte où les pénuries sur le marché du travail font naître dans le chef des employeurs la volonté de fidéliser leurs effectifs. Enfin, le revenu poche est actuellement soutenu par la réforme fiscale liée au *Tax Shift* fédéral, dont une nouvelle phase débutera encore le 1^{er} janvier 2019. En raison du manque de vigueur de la consommation en début d'année, la croissance de cette composante de la demande n'atteindrait que +0,9% en 2018, avant un renforcement en 2019 (+1,5%).

Fléchissement de la croissance des investissements et des exportations

Les taux d'intérêt faibles, l'accès au crédit aisé, la rentabilité élevée des entreprises domestiques et la croissance attendue de l'activité continueraient à stimuler l'investissement des entreprises. Cependant, des perspectives de la demande plus hésitantes dans l'industrie et la décline récente des pressions sur les capacités de production pèseraient sur cette composante, dont la progression s'établirait en moyenne à +2,8% en 2018 et 2019.

Les exportations wallonnes devraient, elles aussi, toujours progresser, comme en témoignent les carnets de commandes bien garnis dans l'industrie. Mais la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB se tarirait progressivement et deviendrait même négative en 2019 avec le renforcement attendu des importations. Cette évolution de la composante extérieure du PIB wallon s'inscrit en effet dans un contexte international devenu moins porteur.

Les perspectives économiques internationales se maintiennent, la Zone euro en retrait

Le commerce international a ralenti depuis le début 2018, sur fond de turbulences financières dans certaines économies émergentes et de tensions commerciales. Globalement, l'économie mondiale semble rester sur la voie d'une croissance solide. Néanmoins, la synchronisation de l'évolution des principales zones économiques a disparu récemment.

La croissance s'est renforcée aux États-Unis, sous l'impulsion de la politique budgétaire expansionniste et de l'état de santé remarquable du marché du travail. Le dynamisme de la demande intérieure devrait y porter la croissance à +3,0% en 2018 et +2,5% en 2019. Le raffermissement attendu des importations américaines est de bon augure pour le développement du commerce international à l'avenir.

A côté de cela, la croissance des économies émergentes se stabiliserait à un niveau élevé en 2018 et 2019, les économies exportatrices de pétrole profitant notamment de la remontée des prix.

Quant à la croissance en Zone euro, elle a ralenti depuis le début de cette année, en raison d'une contribution plus faible du commerce extérieur, mais aussi d'un moindre dynamisme de la demande intérieure. Néanmoins, les fondamentaux économiques demeurent sains et la demande intérieure devrait continuer à soutenir l'activité. En particulier, la consommation serait toujours portée par un emploi dynamique, une inflation contenue et des conditions de crédit avantageuses. L'investissement des entreprises profiterait aussi de ces dernières et de perspectives de débouchés toujours favorables, mais sa progression ralentirait en raison de la normalisation de la croissance et de la remontée récente de l'incertitude. La croissance en Zone euro se tasserait ainsi à +2,0% en 2018 et +1,9% en 2019.

Des risques politico-économiques élevés

Notons que des risques accrus planent sur ces prévisions. En particulier, l'environnement international est aujourd'hui plus incertain, s'inscrivant dans un climat de tensions commerciales, d'enlisement des négociations à propos du *Brexit* et d'arrivée au pouvoir de certains partis anti-européens, notamment en Italie. Sur le plan économique, un rebond sensible de l'inflation, en cas d'envolée brusque du prix du pétrole, pèserait sur la demande intérieure des économies avancées et provoquerait une remontée des taux d'intérêt. Les économies émergentes dépendantes des financements extérieurs pourraient alors être soumises à de nouvelles turbulences financières. Au niveau wallon, le scénario est tributaire du raffermissement attendu de la consommation. Or, son évolution pourrait s'avérer plus modeste que prévu, notamment en cas d'accélération franche des taux d'intérêt, rendant l'épargne plus attractive.

Tableau 1.1. Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

	2018			2019		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	1,5	0,9	0,9	1,6	1,6	1,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0	1,0
Formation brute de capital fixe	4,1	3,1	2,5	3,5	2,6	2,4
des entreprises, indépendants et ISBL	-	2,9	2,9	-	3,4	2,8
des ménages	-	1,0	0,4	-	1,3	1,2
des administrations publiques	-	9,5	4,6	-	0,2	2,1
Variation des stocks ¹	0,0	-0,4	-0,2	0,0	0,1	0,1
Exportations nettes de biens et services ¹	0,1	0,5	0,5	0,0	-0,1	0,1
Exportations	3,8	3,3	4,7	4,1	3,7	4,1
Importations	4,0	2,7	4,0	4,5	3,9	4,4
Produit intérieur brut aux prix du marché²	2,0	1,5	1,5	1,9	1,6	1,6
Emploi	1,2	1,3	1,1	0,7	1,0	0,9

Notes :

1 Contribution à la croissance annuelle du PIB (hors solde du commerce interrégional pour la Wallonie).

2 Variation annuelle corrigée pour les jours ouvrables.

Sources : FMI, *Perspectives de l'Economie Mondiale (Octobre 2018)*, pour la Zone euro, données ICN et estimations IWEPS pour la Belgique et la Wallonie.

Prévisions arrêtées le 17 octobre 2018

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public (OIP) d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN).

Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie. Plus d'infos : <https://www.iweps.be>